



PAR MICHEL GUERRIN

# Les architectes et l'art de la compromission

**L**a descente aux enfers se poursuit pour Le Corbusier (1887-1965). L'architecte suisse devenu français en 1930 était considéré comme le dieu de la modernité des années 1920 et 1930 – grands ensembles rationnels pour les masses et maisons pures, blanches et élégantes pour les riches. Mais au fil des ans et des publications, ce Picasso du béton fut qualifié de réactionnaire, vichyste, fasciste, stalinien, antisémite et pro-Hitler. Ce qui donne un millefeuille nauséabond et un personnage qui, même mort, n'est pas fréquentable. Tout cela figure dans une tribune collective, publiée le 2 avril sur le site du *Monde*.

Ce portrait a déjà été brossé dans trois livres sortis en 2015 à l'occasion d'une exposition sur Le Corbusier au Centre Pompidou. Le contraste était vertigineux : le musée mettait en lumière un génie des formes ; les livres dénonçaient sa face noire. Entre les deux camps, ce fut rude. Mais la tribune est inédite par le profil des neuf signataires : on y trouve des anti-corbusiens de longue date, mais aussi, c'est une surprise, le cinéaste Jean-Louis Comolli et l'historienne Michelle Perrot, voix du féminisme, du mouvement ouvrier et aussi de l'univers carcéral, un sujet que les « anti-Corbu » associent aux bâtiments du maître.

La tribune demande aussi au ministre de la culture, Franck Riester, de se désengager du projet de musée Le Corbusier, à Poissy (Yvelines). De se retirer de la Fondation Le Corbusier, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Et d'agir pour que soit déboulonnée la statue de l'architecte inaugurée il y a quelques semaines à Poissy. Puisque, selon les signataires, Le Corbusier « ne doit plus bénéficier d'aucun soutien public », ils auraient pu demander que nos écoles d'architecture, financées par l'État, suppriment l'artiste des enseignements, que ses bâtiments soient fermés à la visite, que les plaques à son nom soient retirées, et que ses œuvres soient expulsées des musées.

## Un joli poncif

Le ministère de la culture nous a fait savoir qu'il ne fera rien de cela et qu'il appartient aux historiens de se prononcer. Pas simple car deux camps s'invectivent. Le Corbusier a voulu travailler pour Philippe Pétain et Benito Mussolini. Oui, mais aussi pour Léon Blum, en 1936. Il écrit des mots louangeurs sur Adolf Hitler, mais aussi d'autres de mépris sur l'Allemagne nazie. Ajoutons qu'il était proche de résistants et de militants communistes, et qu'à sa mort, en 1965, André Malraux prononce son éloge funèbre. Bref rien à voir avec Louis-Ferdinand Céline.

Les auteurs de la tribune savent que pour faire vaciller la statue de l'homme, il faut discréditer son art. Ils jugent donc ses créations totalitaires, qui réduisent les hommes à des termites. Et concluent : « Nous ne contestons à personne le droit d'aimer son travail, mais nous soulignons qu'il s'agit là d'une appréciation subjective. » Joli poncif, qui, tout de même, balaie des centaines de travaux sur l'œuvre et qui survient alors que dix-sept

**ÉCRIRE UNE HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE À PARTIR DU PEDIGREE DES COMMANDITAIRES, CE SERAIT VIOLENT**

## LE CORBUSIER FUT QUALIFIÉ DE RÉACTIONNAIRE, VICHYSTE, FASCISTE, STALINIEN, ANTISÉMITTE ET PRO-HITLER

réalisations du maître ont été classées, en 2016, au Patrimoine mondial de l'Unesco. Du reste, sur le point de l'œuvre, Franck Riester nous a confirmé qu'elle a « un caractère exceptionnel ».

Cette tribune ne prend pas en compte la complexité de l'entre-deux-guerres, où l'esthétique moderne (pureté, fonctionnalité, rationalisme) traverse les idéologies et les régimes. Au point qu'aujourd'hui, on peut aller à Côme, en Italie, pour admirer la Casa del Fascio, de l'architecte Giuseppe Terragni, un fleuron de la modernité fasciste des années 1930. Cette tribune, qui vise à juger les attitudes d'un artiste dans le climat d'aujourd'hui, est surtout bien de notre époque. Comme les grands artistes, souvent, ne sont pas des saints, le grand nettoyage, largement au-delà du cas Le Corbusier, ne fait que commencer.

Pour s'y retrouver, il faut lire le livre – un des trois de 2015 – de François Chaslin, dont le titre est déjà merveilleux, *Un Corbusier* (Seuil), qui ressortira en juin en format poche. Livre magnifique, car nuancé, brillant par sa façon de restituer la complexité du « corbeau ». Chaslin est à la fois très rude et tendre pour l'homme, comme il est rude et admiratif pour l'artiste. Il revient sur la polémique de 2015 dans *Rococo*, sorti en novembre 2018 aux éditions Non Standard. Ce n'est pas une surprise, Chaslin a refusé de signer la tribune. Les « fatwas » ne sont pas son truc.

La tribune fait aussi l'impasse sur l'art de la compromission des architectes. « *L'opportunisme est leur première loi* », nous a confié l'historien Jean-Louis Cohen. Il serait instructif d'écrire une histoire de l'architecture à partir du pedigree des commanditaires – ce serait violent. En 2014, l'architecte japonais Shigeru Ban, constatait : « *Nous avons un rôle social. Mais, en vérité, nous travaillons surtout pour des gens riches et puissants.* »

Prenons Jean Nouvel. L'architecte a réalisé le Louvre Abu Dhabi en 2017, a inauguré, fin mars, un musée au Qatar et il va construire en Arabie saoudite. *Le Journal du Dimanche* du 24 mars lui a demandé si cela le dérangeait de travailler pour un régime autoritaire comme celui du prince saoudien Mohammed Ben Salman. « *Où commence un régime autoritaire ?* », a réagi Nouvel. Sans doute avec ce pays ultrareligieux, qui a découpé en morceaux le journaliste Jamal Khashoggi, affectionne la décapitation et la lapidation, et opprime les femmes.

Jean Nouvel ajoute : « *Je travaille à l'échelle du siècle, ou des siècles, pour les peuples, pas pour une personne ponctuellement au pouvoir.* » Cocasse quand on sait que la famille Saoud est à la tête de l'émirat depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle et ne semble pas prête à partir. Ne jetons pas la pierre à Nouvel. Ses pairs font souvent comme lui. Constatons juste que les architectes stars du passé avaient un projet politique pour vivre ensemble – totalitaire ou pas. Aujourd'hui, ils livrent de beaux objets muséaux pour des marques, des États, des collectivités. C'est toujours politique, mais assez différent. ■

## L'EXIGENCE DE LA TRANSPARENCE

### ÉDITORIAL III

**L**a nouvelle formule du Levothyrox est-elle responsable des dizaines de milliers de cas présentant des effets indésirables, signalés en France par des patients ? La controverse dure depuis près de deux ans sans que les patients, d'une part, et les autorités sanitaires, de l'autre, parviennent à se mettre d'accord. L'étude franco-britannique, publiée jeudi 4 avril, à partir des données fournies à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) par le laboratoire Merck lui-même, fait pencher la balance en faveur des patients.

Nul doute que cette étude sera scrutée ligne à ligne ; mais elle offre à n'en pas douter, pour la première fois, une explication ra-

tionnelle à certains des troubles rapportés par les malades – troubles ayant largement été attribués, par les pouvoirs publics et de nombreux médecins, à un effet nocebo. Selon les conclusions de ces travaux, le caractère substituable des deux formules du Levothyrox, l'ancienne et la nouvelle, n'est pas garanti par le test de bioéquivalence réglementaire fourni par Merck. Un patient pourrait donc réagir différemment aux deux formulations.

Dans l'affaire du Mediator, la pharmacovigilance avait été montrée du doigt, non sans raison. Mais ce faisant, d'autres procédures décisives, comme l'autorisation de mise sur le marché, avaient échappé à la critique. Dans le cas présent, la pharmacovigilance risque de nouveau d'être sur la sellette, mais les derniers développements de l'affaire du Levothyrox suggèrent qu'une bonne part du problème se situe en amont : dans la réglementation européenne et son application par les autorités sanitaires nationales. Les marges de manœuvre laissées aux laboratoires pharmaceutiques y sont importantes, au détriment du patient.

Ce n'est pas tout. Comment les firmes peuvent-elles convaincre de leur bonne foi et de leur volonté de transparence, lorsqu'elles ne proposent l'accès aux données de leurs études que sous un format « image », à l'évidence pour rendre quasi impossible leur réanalyse par des chercheurs indépendants ? C'est sous cette forme, inexploitable

en l'état, que M nées brutes d pouvoir les an pendant plusie ment ces centa Comment, e manœuvres s tés sanitaires q nalysé les dor dante, se rep qu'en a fourni res vagues de rables auraient nutieusement dence, n'a pas En creux, l'a aussi le manq de l'expertise p à Santé publiq nale de sécuri de l'environne des moyens, nées, correspo toujours accru plus sensibilis et d'environne dicatifs, les per tise publiques ment imposs dans laquelle leur mission. V d'autres, où l' mander de ren sance publique

## Le Monde **CAMPUS**

présente

# O21 S'ORIENTER AU 21<sup>e</sup> SIÈCLE



## TROUVER SA VOIE CHOISIR SON ORIENTATION

## O21 PARIS

Débats - Rencontres - Ateliers - Concours

6 & 7 avril 2019 - Ground Control

Entrée gratuite sur inscription : [O21.lemonde.fr](http://O21.lemonde.fr)



L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES ARTS APPLIQUÉS

